

DEBAT SUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Le 2 avril 2019

Intervention de François-Michel Lambert

M. le Président,

M. le Premier ministre,

Mes chers collègues,

En matière de transition écologique, le temps des constats et des incantations doit être laissé derrière nous.

Vous savez le groupe Libertés et Territoires très sensible à la question de la responsabilité écologique et de la responsabilité des politiques dans leur capacité à répondre au défi climatique et aux menaces vitales qui pèsent sur notre planète. Vous connaissez l'engagement des députés du groupe pour croire et s'appuyer sur leurs territoires afin de bâtir les réponses adaptées aux défis actuels.

Les crises environnementales et climatiques sont quasiment arrivées à un seuil d'irréversibilité, avec des

conséquences dramatiques. Nous devons mobiliser toutes nos forces pour tenter d'inverser la tendance, de redonner un espoir à nos enfants. Or, à ce jour, les réponses, pleines de bonnes intentions, que nous proposons, ne sont pas à la hauteur.

Nous sommes, mes chers collègues, en retard ; En décalage aussi, face à la jeunesse qui, consciente du péril, se mobilise et nous reproche, à juste titre, la faiblesse de notre action.

Député engagé dans l'écologie depuis 25 ans, je mesure effectivement ce retard ; et je regrette que toutes les alertes n'aient pas été entendues.

C'est pourtant **bien l'écologie qui est au cœur du débat actuel.**

Il n'est pas anodin qu'une pétition rassemble 2 millions de signatures, ou que se multiplient les marches pour le climat,

Il n'est pas anodin que l'attention se porte enfin sur la préservation de la biodiversité, de la qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation...

*

Alors nous allons débattre – c'est sans doute utile, car il y a une réelle attente de l'opinion, de la jeunesse en particulier – mais au-delà, **nous nous devons d'apporter des solutions politiques de rupture.**

Ces deux dernières années de gouvernement ont été marquées par un rythme soutenu de réformes où, dans une verticalité toute française, le poids des conservatismes l'a emporté. Il a, peu à peu, rogné l'ambition écologique, proclamée dans le : « make our planet great again. »

Or, **la transition écologique ne peut plus se contenter de mesures politiques partielles, sectorielles.**

Cette trajectoire ainsi définie, l'action publique doit s'appuyer sur **les 4 leviers** que sont : la fiscalité, la réglementation, l'incitation économique et l'information.

Tout d'abord, dans un monde bâti sur un modèle économique de développement fondé sur la productivité humaine et le gaspillage des ressources, nous devons repenser l'architecture même de la fiscalité.

Cette transformation ne se fera pas en un jour, ni en un mandat, mais son impulsion doit être donnée dès à présent.

Les études internationales sur la fiscalité écologique démontrent que la réussite ne peut exister que s'il y a compréhension du projet partagé et sentiment de retour vers le citoyen dans son quotidien et ses actes.

La fiscalité, qui est un outil privilégié **de soutien et d'accélération de la transition énergétique** et écologique, doit comporter un versant incitatif et un volet ciblant les émissions de gaz à effet de serre et les atteintes à l'environnement.

C'est pourquoi nous préconisons, dans un premier temps, une **baisse de la fiscalité appliquée aux bonnes pratiques** (réparation, énergies renouvelables ...) et aux **trajectoires positives** (par ex : circuits courts).

Dans un second temps, la **généralisation de la fiscalité verte** est à mettre en œuvre progressivement.

A cette fin, la **fiscalité carbone doit atteindre les 200 euros/tonne dans les 7 ans**. De même, la destruction du patrimoine naturel, l'utilisation des produits non recyclés et la pollution diffuse doit également être taxée, selon le principe du pollueur-payeur.

Enfin, le **produit de cette fiscalité doit être affecté équitablement**, notamment pour accompagner l'**adaptation des publics les plus fragiles**. Cette dimension est primordiale.

Le financement complémentaire de ces mesures proviendra de **l'affectation de recettes existantes**, de

création de valeur avec de nouvelles filières, ou de performances structurelles.

* * *

La réorientation des soutiens économiques doit être aussi un élément majeur de la transition écologique.

Elle suppose d'engager une réflexion de long terme et de prévoir des **stratégies locales d'actions**, qui permettent une maîtrise fine des enjeux locaux. Des réponses adaptées seront à proposer entre incitations, obligations et substitutions.

Nous connaissons, par exemple, le poids des secteurs résidentiels et du tertiaire dans les émissions de gaz à effet de serre. Or des gisements d'amélioration existent. Il est donc crucial de mettre véritablement en œuvre le **plan visant à rénover 500.000 logements par an**.

L'atteinte de cet objectif suppose la mise en place de dispositifs d'aides pour le financement du reste à charge pour les ménages les plus modestes, de dispositifs

dédiés à la rénovation des logements sociaux, et à la rénovation de bâtiments publics.

Dans sa lettre aux Français, le Président de la République demandait quelles pouvaient être les solutions concrètes accessibles à tous, pour remplacer sa vieille chaudière ou sa vieille voiture.

Pour accélérer ce mouvement et le rendre accessible, il convient de doubler **au minimum les primes et aides actuelles**. Et **nous finançons cette mesure en affectant massivement et directement les produits de la fiscalité verte au bénéfice de l'acquisition de moyens plus propre.**

Dans la même veine, nous proposons de transformer le Crédit d'Impôt Transition Énergétique (CITE) en **prime pour certains travaux de rénovation énergétique,**

Enfin, et sans être exhaustif, nous proposons de diminuer **la TVA sur les transports publics à 5,5%.**

*

Plus globalement, nous devons mettre en place des **mécanismes de compensation**, lorsque les changements de mode de productions ou de mode de travail donnent lieu à une adaptation trop rapide ou trop coûteuse.

Toutes ces solutions sont plus adaptées au plan local qu'au niveau national. L'Etat doit se contenter de fixer des règles précises, de les négocier avec les territoires.

Ainsi, par exemple, les aides financières versées aux salariés utilisant leur voiture pour se rendre au travail, sur le modèle de celles de la Région des Hauts de France, pourraient être mises en place par d'autres régions, en cas de compensation de cette nouvelle charge par l'Etat.

*

Au groupe « Libertés et Territoires » nous croyons en notre capacité à repenser notre modèle, en partant des initiatives et des réussites que nous voyons dans les territoires.

Faisons donc confiance aux acteurs locaux, notamment les élus. Donnons-leur des marges de manœuvre plus importantes, notamment dans la fiscalité écologique, pour l'adapter aux réalités locales.

Il n'existe pas un seul modèle duplicable à l'identique partout, depuis Paris. Les problématiques ne sont pas les mêmes dans les Hautes-Pyrénées, le Val-d'Oise, en Corse ou en Mayenne, dans ma Provence.

De notre Grand Débat National doit sortir une **confiance dans les territoires** pour qu'ils puissent choisir eux-mêmes leurs modèles en lien avec la protection de l'environnement, la transition écologique et solidaire.

*

Quant aux changements de comportement des citoyens, ils ne doivent pas être fait d'incantation, mais de réelles mises en œuvre de nouvelles approches en termes de formation, d'informations, de reconnaissance.

Nous préconisons ainsi, par exemple, que les ODD, les Objectifs du Développement Durable onusiens, soient enseignés au lycée et dans l'enseignement supérieur.

*

Mais rien ne sera possible sans une démarche diplomatique, pour entraîner l'Europe et le Monde.

La France doit peser sur ses partenaires européens et mondiaux. Elle doit être à la pointe du combat :

- En engageant, au niveau communautaire, un débat sur l'opportunité de sortir les investissements en faveur de la transition écologique des critères de Maastricht.
- En promouvant, à l'échelon européen, la coopération dans la recherche et le développement pour favoriser **l'émergence de « champions européens » de la transition énergétique** ;
- Par l'élaboration d'une **politique européenne concertée de l'énergie** ;
- Par une plus grande **harmonisation fiscale et réglementaire à l'échelle de l'UE** ;

- En fixant l'objectif de ne **plus rejeter de plastique dans la mer à l'horizon 2025** ;
- Et enfin, en intégrant **les critères de durabilité** dans les négociations internationales, traités, et engagements nationaux.

* * *

Les questions qui sous-tendent le Grand débat national, sont pourtant loin de cette ambition. Elles ont été posées comme s'il fallait se contenter de « ripoliner » le modèle actuel, pourtant devenu insoutenable.

Nous pensons, au contraire qu'il s'agit d'intégrer ces urgences dans notre conception de l'action publique.

Ces urgences, c'est le climat. J'y ai insisté. J'aurais également pu évoquer la baisse dramatique de notre biodiversité, socle de notre alimentation, de notre eau pure et de notre énergie, la raréfaction des ressources. Elle est la base de notre survie et de nos cultures.

Repenser par une approche d'économie circulaire, centrée sur l'efficacité et la préservation des ressources mobilisées pour la croissance de l'humanité. La mise en

place d'indicateurs nouveaux pour mesurer ce qui est positif à l'intérêt commun, « compter ce qui compte réellement dans notre vie, sur notre planète », une comptabilité extra-financière comme préconisé dans le rapport de JD Sénard et Nicole Notat sur les nouveaux objectifs des entreprises.

L'écologie est la colonne vertébrale qui doit désormais soutenir toute politique publique. Elle ne saurait cependant s'imposer sans que lui soit associée la justice sociale indispensable pour corriger les inégalités persistantes. C'est désormais l'écologie des solutions qui doit être mise en œuvre ; du local au global.

Je conclurai, Monsieur le Premier Ministre, par la maxime de Victor Hugo « On n'arrête pas une idée dont l'heure est venue », je dirai « On n'arrête pas une majorité qui sait où elle va ».

Donner le cap d'une transformation de notre modèle pour mettre la transition au cœur du projet,

Nous prendrons le chemin ensemble.